



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale de l'Emploi, du Travail,  
des Solidarités et de la Protection des Populations

Service Vétérinaire  
Santé Protection Animales et Environnement

Affaire suivie par : Philippe MALLET  
tél : 05 47 87 73 77

[ddetspp-svspae@landes.gouv.fr](mailto:ddetspp-svspae@landes.gouv.fr)

Mont-de-Marsan, le 02/12/2025

N/Réf : SPAE/SR/EV/PhM/MR/ IC2502659

**Rapport de l'Inspection des installations classées  
Visite d'inspection du 14/11/2025**

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LOSSE VOLAILLES**

4 route d'Allons  
40240 LOSSE

Code AIOT : 0054000530

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement LOSSE VOLAILLES implanté 4 route D'Allons 40240 LOSSE. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOSSE VOLAILLES
- 4 route d'Allons 40240 Losse
- Code AIOT : 0054000530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir et atelier de découpe de volailles

**Contexte de l'inspection :**

- Plan pluriannuel de contrôle avec Pollution signalée

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3	Sans objet
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	Sans objet

3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5	Sans objet
4	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12	Sans objet
8	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13	Sans objet
9	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Sans objet
10	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20	Sans objet
11	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26	Sans objet
12	Bruit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 35	Sans objet
13	VLE (MES, DCO et DBO5)	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

RAS

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est implantée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;</li> </ul> <p>sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés.</p>

Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.

**Constats :**

L'implantation de l'installation est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Contrôle de l'accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.

**Constats :**

Le site est entièrement clôturé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Intégration dans le paysage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).

**Constats :**

Les extérieurs de l'installation sont maintenus en bon état d'entretien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exploitation et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.

**Constats :**

Volumes d'activité du site en pointe pour 2024 : le 11/12/2024 :

- abattage : 20 000 poulets (1.4 kg vif) et 5 000 chapons (3 kg vif) soit avec un poids carcasse = 70 % poids vif, poids carcasses max abattu = 30.1 tonnes de carcasses ( < 37.5 tonnes autorisées)
- découpe : 4 102 poulets soit 5.7 tonnes ( < 6.6 tonnes/jour autorisées)

RAS - Conforme

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.

**Constats :**

Les installations électriques sont contrôlées annuellement par l'APAVE (dernier contrôle : 10/10/2025)

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.</p> <p>L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Présence de 2 RIA, de 50 extincteurs et d'un bassin commun avec la DFCI. Contrôles par la société A2S (dernier contrôle : 08/10/2025)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.</p> <p>En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.</p> <p>Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installatoir, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.</p>

**Constats :**

Un problème de débordement ponctuel le 22/10/2024 par défaut de pompe de relevage : problème de décalage entre la poire et la pompe, rapidement décelé et immédiatement réparé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Déclaration des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Un déversement accidentel d'eaux issues du traitement des eaux industrielles du site a été signalé à l'inspection le 22 octobre 2025. Suite à une panne exceptionnelle de la pompe de relevage de la station de traitement, les eaux usées se sont déversées sur le parking des véhicules du personnel.

Le système a été réparé et tout est rentré dans l'ordre au cours de la journée : un nettoyage des aires souillées a également été effectué.

Le jour de l'inspection, plus aucune trace de débordement n'est visible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Cuvettes de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  
50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

#### **Constats :**

La cuve à gasole encore présente sur le site est vide. L'entreprise a choisi une voie tout électrique.

Le groupe électrogène possède sa propre cuve intégrée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Consommation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20

**Thème(s) :** Autre, Prélèvement et consommation d'eau

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.

#### **Constats :**

- Relevé quotidien du réseau d'eau d'approvisionnement.
- La consommation d'eau respecte le ratio de 6 litres/kg de carcasse abattue (un pic de 247 m<sup>3</sup> d'eau/jour a été atteint pour l'abattage de 46 tonnes de carcasses, soit 5.40 litres/kg).
- Consommation moyenne sur l'année 2025 calculée par l'exploitant : 9.68 litres/tête abattue.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 11 : Pré-traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduelles qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.</p> <p>Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.</p>
<b>Constats :</b> <p>Système de prétraitement constitué comme suit : paniers-grilles au sein des locaux / dégrilleur 6 mm en entrée de station / station de traitement biologique / rejet par lagune d'infiltration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Une étude de bruit a été réalisée en 2021.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** VLE (MES, DCO et DBO5)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite eau

**Prescription contrôlée :**

Sur un échantillon moyen journalier et conformément aux dispositions de l'article 27, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent soit les valeurs limites de concentration soit les valeurs limites en rendement définies par le tableau ci-après :

TYPE DE MESURE CONCENTRATION maximale (mg/l) RENDEMENT minimum (%)

DBO5 25 80

DCO 125 75

MES 35 90

Par ailleurs, le flux spécifique de pollution calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière ne doit pas dépasser :

TYPE DE MESURE VALEUR LIMITE D'ÉMISSION (en grammes par tonne de carcasse traitée)

DBO5 180

DCO 720

MES 180

**Constats :**

Les analyses mensuelles sont effectuées sur le rejets et consignées sous GIDAF.

Aucun rejet non-conforme

**Type de suites proposées :** Sans suite

**NOM ET SIGNATURE DE(S) L'INSPECTEUR(S)**

**Philippe MALLET**



Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur bis	Approbateur
Philippe MALLET 	Laurent LAFARGUE 		